

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1331^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (lien vers la fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (lien vers l'arrêt)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
ALBANIE	<i>Luli et autres</i> (groupe)	Lien	01/07/2014	Durée excessive des procédures civiles et pénales et absence de recours à cet égard.		Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ilgar Mammadov</i>	Lien	13/10/2014	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner le requérant pour avoir critiqué le gouvernement , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.		Lien
	<i>Ilgar Mammadov (n° 2)</i>	Lien	05/03/2018			
BELGIQUE	<i>Trabelsi</i>	Lien	16/02/2015	Extradition du requérant vers les USA, où il risque une peine de prison à vie ; non-respect d'une mesure provisoire indiquée par la Cour.		Lien
BELGIQUE	<i>Bell</i>	Lien	06/04/2009	Durée excessive des procédures civiles et pénales.		Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Kunić et autres</i> (groupe)	Lien	14/02/2018	Non-exécution de jugements définitifs ordonnant le paiement de prestations liées au travail.		Lien
BULGARIE	<i>Nencheva et autres</i>	Lien	18/09/2013	Absence de mesure rapide et suffisante afin de prévenir le décès d'enfants placés en institution ; absence d'enquête rapide et effective sur ces décès.		Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».		Lien
CROATIE	<i>Statileo</i> (groupe)	Lien	10/10/2014	Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.		Lien
CHYPRE	<i>M.A.</i> (groupe)	Lien	23/10/2013	Absence de recours avec effet suspensif dans les procédures d'éloignement et absence de contrôle à bref délai de la légalité de la détention.		Lien
FRANCE	<i>M.A.</i>	Lien	02/07/2018	Renvoi vers l'Algérie en présence d'un risque réel et sérieux de mauvais traitements et non-respect de la mesure provisoire de la Cour.		Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant , ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui (violations de l'article 5 § 3 et de l'article 18 combiné avec l'article 5 § 1).		Lien
GRÈCE	<i>Beka Koulocheri</i> (groupe)	Lien	06/10/2006	Non-respect par les autorités des décisions de justice internes et absence de recours effectif.		Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer les associations requérantes.		Lien
GRÈCE	<i>Makaratzis</i> (groupe)	Lien	20/12/2004	Mauvais traitements par la police et d'autres agents de l'État et défaut d'enquêtes effectives.		Lien
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.		Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées au transfert du requérant vers et de la Lituanie , à sa détention dans une prison secrète de la CIA et au régime auquel il y a été assujéti, dans le cadre d'une opération de « remise extraordinaire » ; de ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.		Lien
LITUANIE	<i>Paksas</i>	Lien	06/01/2011	Caractère permanent et irréversible de l'inéligibilité du requérant aux élections parlementaires , suite à une procédure de destitution.		Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Corsacov</i> (groupe)	Lien	04/07/2006	Mauvais traitements et torture pendant la garde à vue ; enquête inefficace ; absence de recours effectif ; condamnation sur la base d'aveux obtenus sous la torture.		Lien
	<i>Levinta</i>	Lien	16/03/2009			
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Taraburca</i> (groupe)	Lien	06/03/2012	Mauvais traitements par la police lors de violentes manifestations et enquête inefficace ; défaut d'effectivité des recours civils en indemnisation au titre des mauvais traitements.		Lien
POLOGNE	<i>Beller</i> (groupe)	Lien	06/06/2005	Durée excessive des procédures devant les organes et les tribunaux administratifs ; absence de recours effectif s'agissant de la durée devant les organes administratifs et problèmes dans le fonctionnement du recours s'agissant de la durée des procédures devant les tribunaux.		Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1331^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (lien vers la fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (lien vers l'arrêt)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
POLOGNE	<i>Bqk</i> <i>Majewski</i> (groupe) <i>Rutkowski et autres</i> <i>Jan Załuska, Marianna Rogalska</i> et 398 autres requêtes	Lien	16/04/2007 11/01/2006 07/10/2015 20/06/2017	Durée excessive des procédures civiles et pénales et dysfonctionnements du recours interne.		Lien
PORTUGAL	<i>Vicente Cardoso</i> (groupe)	Lien	12/03/2013	Durée excessive des procédures civiles et administratives.		Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées au transfert du requérant vers et de la Roumanie , à sa détention dans une prison secrète de la CIA et au régime auquel il y a été assujéti, dans le cadre d'une opération de « remise extraordinaire ». De ce fait, le requérant a été exposé à un risque sérieux de subir ultérieurement des mauvais traitements et conditions de détention contraires à l'article 3 et d'être détenu au secret et encourt le risque de se voir infliger la peine capitale à l'issue d'un procès devant une commission militaire des États-Unis, dans lequel, d'après l'arrêt de la Cour européenne, des preuves obtenues sous la torture pourraient être utilisées.		Lien
ROUMANIE	<i>Centre de ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu</i>	Lien	17/07/2014	Lacunes dans la protection juridique et défaillances dans les soins médicaux et sociaux pour les personnes vulnérables.		Lien
ROUMANIE	<i>N.</i>	Lien	28/02/2018	Illégalité de l'internement psychiatrique , en tant que mesure de sûreté, et défaillances dans les procédures de contrôle juridictionnel portant sur le maintien de l'internement du requérant.		Lien
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i> <i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien Lien	25/07/2017 06/03/2008	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits en détention.		Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Alekseïev</i> <i>Bayev et autres</i>	Lien Lien	11/04/2011 13/11/2017	Interdictions répétées d'organiser des marches et manifestations en faveur des droits des personnes LGBTI ; absence de recours effectifs ; discrimination sur la base de l'orientation sexuelle dans l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique. Amendes infligées aux requérants pour avoir déployé des bannières censées promouvoir l'homosexualité parmi les mineurs en méconnaissance de lois interdisant cette « propagande ».		Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Koudeshkina</i>	Lien	14/09/2009	Révocation d'une juge en raison de déclarations critiques aux médias concernant le système judiciaire.		Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Liu n° 2</i> (groupe)	Lien	08/03/2012	Refus des autorités d'accorder un permis de résidence en raison de considérations de sécurité nationale, et ordonnances administratives d'éloignement du territoire en méconnaissance du droit au respect à la vie familiale.		Lien
SERBIE	<i>Zorica Jovanović</i>	Lien	09/09/2013	Défaut d'information sur le sort de nouveau-nés , présumés décédés dans les maternités.		Lien
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.		Lien
TURQUIE	<i>Opuz</i>	Lien	09/09/2009	Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées, conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.		Lien
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.		Lien
TURQUIE	<i>Xenides-Arestis</i> (groupe)	Lien Lien (satisfaction équitable)	22/03/2006 23/05/2007	Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre.		Lien
UKRAINE	<i>Kebe et autres</i>	Lien	14/04/2017	Défaut de garanties suffisantes dans la procédure de contrôle des frontières pour protéger contre une mesure d'éloignement arbitraire et absence de recours effectif.		Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1331^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (lien vers la fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (lien vers l'arrêt)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
UKRAINE	<i>Nevmerzhitsky</i> (groupe) <i>Yakovenko</i> (groupe) <i>Logvinenko</i> (groupe) <i>Isayev</i> (groupe) <i>Melnik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien	12/10/2005 25/01/2008 14/01/2011 28/08/2009 28/06/2006	Mauvaises conditions de détention et défaut d'accès à des soins médicaux adéquats.		Lien
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	Mauvais traitements/torture par la police et absence d'enquête effective.		Lien
ROYAUME-UNI	<i>Hirst n° 2</i> (groupe)	Lien	06/10/2005	Interdiction de voter frappant automatiquement les prisonniers condamnés.		Lien